



Edito

Dans le chaos que connaît le monde actuellement ce numéro se fait l'écho de raisons d'espérer :

- › Les résultats des élections allemandes d'abord que vous présente Pierre Mandon avec un nouveau chancelier pro-européen qui pourrait venir renforcer le duo franco-britannique pour la défense.
- › Les avancées récentes de l'Union européenne soulignées dans *The Economist*, que nous rapporte Michel Lefrançois.
- › Le récent sondage de l'Eurobaromètre selon lequel 84% des Européens voient que l'UE comme un atout...
- › Et plus près de chez nous, le bel engagement des élèves du lycée St Pierre de Montrond Les Bains qui, accompagnés par l'association « Parlement européen des jeunes » ont consacré 3 jours à un exercice de démocratie sur les enjeux européens, l'occasion d'échanger et d'esquisser des possibles sur l'Union européenne.
- › Enfin « Des idées nouvelles pour l'Europe », le nouveau livre d'Enrico Letta que nous présente Colette Modion.

Vous lirez également un article sur le Groenland qui nous apporte des éclairages sur les enjeux stratégiques trop ignorés du grand public de ce territoire d'outre-mer lié à l'UE.

Nous revenons aussi avec plaisir sur la venue du sympathique journaliste dessinateur Kokopello qui a présenté durant la fête du livre de Montbrison, sa nouvelle bande dessinée « la Tour de Babel », déjà évoquée dans un numéro précédent, qui propose une découverte plaisante et bien documentée des institutions européennes.

Marthe-Claire PORTRAN



Législatives allemandes

Une victoire de la CDU sur fond de poussée de l'extrême droite à l'Est

Le verdict des urnes est tombé il y a déjà plus d'un mois, dimanche 23 février, en Allemagne. La CDU (Union chrétienne-démocrate) sort largement en tête des élections législatives anticipées, mettant un terme à des mois d'instabilité politique à Berlin. Si le centre-droit retrouve ainsi les rênes du pouvoir, c'est surtout la forte progression de l'extrême droite, en particulier dans les Länder de l'ex-RDA, qui retient l'attention et augure d'un nouveau paysage politique à l'échelle fédérale.

Selon les résultats officiels, la CDU obtient 28,6% des suffrages, lui garantissant une avance confortable sur ses adversaires. Le SPD, jusque-là à la tête du gouvernement avec Olaf Scholz, s'effondre à 16,5%, poursuivant une lente dégringolade amorcée dès les dernières élections de 2021. Quant aux Verts et aux Libéraux (FDP), ils subissent de lourdes pertes, ne parvenant pas à franchir le seuil des 5% dans plusieurs Länder, les excluant ainsi du Bundestag. Une débâcle pour ces deux formations qui avaient participé à la précédente coalition en « feu tricolore ».

L'édito	1
Législatives allemandes	
Résultats	1-2
....et fonctionnement	3
Le Groenland	3-4
Le Parlement européen des jeunes	5
L'Europe s'active	6-7
L'Eurobaromètre	7
L'Europe près de chez vous	8
Idées lecture	8

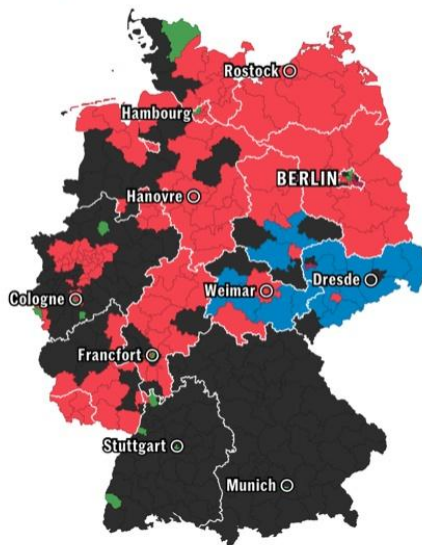
Le Mouvement Européen France - Loire a le plaisir de vous inviter à assister à la **Table ronde européenne** le **mercredi 9 avril 2025** à **18h00** à la **Taverne Brasserie**, 35 av. Denfert Rochereau, Saint-Etienne



[LIEN d'Inscription](#)

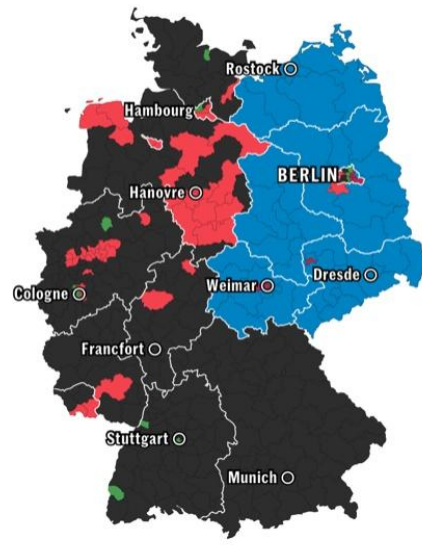
Législatives allemandes (suite et fin)

● Démocrates-chrétiens (CDU/CSU) ● Extrême droite (AfD)
● Sociaux-démocrates (SPD) ● Ecologistes (Die Grünen-Bündnis 90)
● Libéraux (FDP) ● Gauche radicale (Die Linke)



2021

● Démocrates-chrétiens (CDU/CSU) ● Extrême droite (AfD)
● Sociaux-démocrates (SPD) ● Ecologistes (Die Grünen-Bündnis 90)
● Libéraux (FDP) ● Gauche radicale (Die Linke)



2025

Mais au-delà de la victoire de la CDU, c'est la percée spectaculaire de l'AfD (Alternative für Deutschland) qui marque ce scrutin. Le parti d'extrême droite, crédité de 20,2 % à l'échelle nationale, réalise des scores historiques à l'Est, dépassant les 30 % dans certains États fédérés comme la Saxe et la Thuringe. Une progression qui illustre un profond clivage territorial : à l'Ouest, les partis traditionnels dominent encore, tandis qu'à l'Est, l'AfD devient la première force politique dans de nombreuses circonscriptions.

Une CDU triomphante mais sans majorité absolue

Friedrich Merz, le chef de file de la CDU, s'est félicité d'une « victoire qui témoigne de la confiance retrouvée des Allemands ». La CDU va devoir, cependant, composer avec un Bundestag fragmenté. Si les Libéraux du FDP sortent affaiblis, une alliance avec eux et les centristes du mouvement « Neue Mitte » (issu d'une scission récente du SPD) pourrait permettre à la CDU de former un gouvernement stable.

Merz, pressenti comme le futur chancelier allemand, a promis une politique axée sur la sécurité, la maîtrise de l'immigration et la relance économique, dans un contexte marqué par les tensions géopolitiques et une croissance allemande en berne.

Une fracture Est-Ouest de plus en plus visible

Le vote a aussi mis en lumière une fracture croissante entre les régions de l'Ouest, plus prospères et modérées, et celles de l'Est, où le ressentiment social nourrit le vote contestataire. Dans les anciennes régions de la RDA, l'AfD

est arrivée largement en tête. Le parti a mené campagne sur les thèmes de l'immigration, de l'insécurité et d'une dénonciation de « l'abandon de l'Est par Berlin ». Une carte interactive publiée par [Le Monde](#) montre que, dans certains districts de Saxe et de Brandebourg, l'AfD a dépassé les 35 %, voire 40 %, des voix, des scores jamais atteints auparavant.

Quelles leçons pour l'Allemagne et l'Europe ?

Ces résultats posent de nouveaux défis à la démocratie allemande. Si la CDU exclut toute alliance avec l'AfD, ce dernier devient incontournable dans certains parlements régionaux et pourrait peser sur les futures orientations politiques du pays.

Lors d'un [débat sur Euronews](#), plusieurs analystes ont souligné le risque d'une « normalisation » de l'extrême droite dans le paysage politique allemand. D'autres estiment que ce scrutin reflète un malaise plus large à l'échelle européenne, alors que le populisme gagne du terrain dans plusieurs États membres.

La CDU va devoir concilier stabilité gouvernementale et réponse aux angoisses d'une partie de l'électorat, sans ouvrir la voie à une radicalisation politique. En attendant, Friedrich Merz s'attèle déjà aux négociations pour former une coalition, tandis que l'Europe observe de près la tournure que prendra ce nouveau chapitre de la politique allemande.



Pierre MANDON

Fonctionnement des élections en Allemagne



Les élections fédérales en Allemagne permettent d'élire les membres du Bundestag, la chambre basse du Parlement. Elles se tiennent dans le cadre d'un État fédéral, où le pouvoir est partagé entre le niveau national (État fédéral) et les 16 Länder (États fédérés).

Le scrutin est fondé sur « le suffrage universel direct, libre, égal et secret », conformément à l'article 38 de la Loi fondamentale. Tous les citoyens allemands âgés de 18 ans révolus ont le droit de vote, qu'ils résident en Allemagne ou à l'étranger (sous certaines conditions).

1. Un système électoral mixte

Le Bundestag est élu selon un système mixte, combinant scrutin majoritaire et représentation proportionnelle.

Chaque électeur dispose de deux voix :

- La première voix sert à élire un député dans l'une des 299 circonscriptions au scrutin majoritaire à un tour ;

- La deuxième voix est attribuée à un parti politique. Elle détermine la répartition proportionnelle des sièges à l'échelle nationale.

Le Bundestag compte 630 sièges.

2. Le seuil électoral

Pour qu'un parti participe à la répartition proportionnelle des sièges, il doit obtenir :

- Soit au moins 5 % des voix sur l'ensemble du territoire fédéral ;
- Soit au moins trois mandats directs remportés grâce à la première voix dans les circonscriptions.

3. La composition du Bundestag

Le chancelier allemand, chef du gouvernement, est élu par le Bundestag sur proposition du président fédéral. En général, le chancelier appartient au principal parti de la coalition victorieuse lors des élections législatives. Une fois élu, il soumet la liste de ses ministres au président fédéral pour leur nomination.



Pierre MANDON

Le Groenland - un territoire très convoité

Le Groenland est la plus grande île du monde avec plus de deux millions de km². Sa population d'environ 57 000 habitants est composée 14,5% de Danois et 80% de Groenlandais (Inuits). La langue officielle est le kalaallisut mais le danois est également pratiqué en particulier dans l'administration locale.

Colonie du Danemark depuis 1721 c'est aujourd'hui un territoire autonome qui dispose d'un parlement et d'un gouvernement. La politique monétaire, la défense et la politique étrangère restent pour l'instant sous le contrôle danois et le chef de l'État est le roi du Danemark. La loi d'autonomie de 2009 prévoit qu'il revient au peuple groenlandais de décider ou non de son indépendance qui peut intervenir par référendum. Pour l'instant le Groenland reste dépendant financièrement du Danemark pour près de 50% de son budget, car l'activité économique est réduite et repose essentiellement sur la pêche et quelques exploitations minières rendues très difficiles par le contexte climatique. La population est concentrée dans les villes dont la capitale Nuuk. Elle vit dans des conditions sociales difficiles marquées par la pauvreté, un chômage important, un manque de perspectives pour la jeunesse et un taux de suicide élevé.

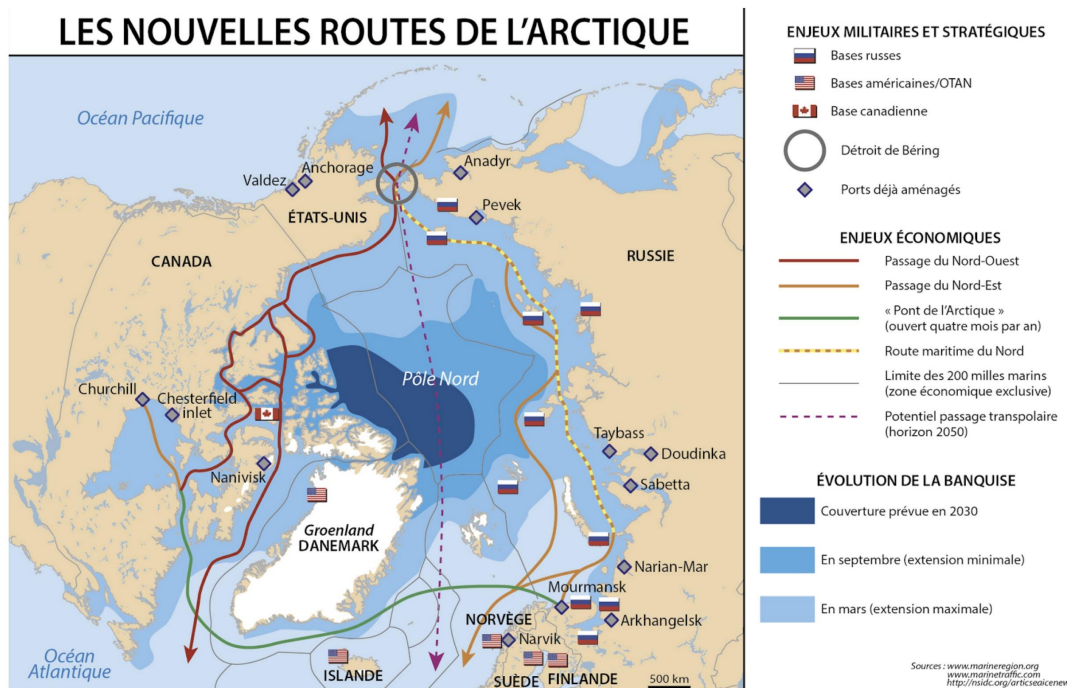
Ce territoire ne fait pas partie de l'UE. Lors du référendum organisé en 1972 par le Danemark en vue de son adhésion à la Communauté économique européenne, les habitants du Groenland ont voté contre à 70% contrairement au reste de la population danoise. Ce contexte a entraîné l'adoption d'un statut d'autonomie pour ce territoire.

Le Groenland est cependant lié à l'Union européenne par l'intermédiaire du Danemark : ses ressortissants possèdent un passeport danois et sont donc citoyens européens. Il est inscrit sur la liste des territoires d'outre-mer associés à l'UE et il bénéficie à ce titre de financements (225 millions d'euros) plus particulièrement dédiés aux politiques de développement durable.

Quels enjeux pour l'Europe ?

L'Arctique constitue un espace stratégique à plus d'un titre. Les régions polaires sont de véritables sentinelles pour le climat. De nombreuses missions scientifiques y travaillent, cet espace étant considéré comme une propriété commune de l'humanité. Géographiquement, six pays entourent la zone : le Canada, les États Unis (par l'Alaska), la Russie, l'Islande, la Norvège et le Danemark par l'intermédiaire du Groenland. Voie de passage entre

Le Groenland - un territoire très convoité (suite et fin)



l'océan Pacifique et l'océan Atlantique, il fait l'objet de convoitises plus particulièrement des Américains, des Russes et des Chinois. La Russie a ainsi affirmé ses droits sur le pôle Nord. Cette position est contestée par le Danemark qui soutient que ce dernier est relié au Groenland par la dorsale de Lomonossov, ce qui en fait une extension de ce territoire.

Situé au sud de l'Arctique entre les continents américain et européen, le Groenland est un territoire où se confrontent différentes ambitions. Sur le plan aérien, il est sur la ligne la plus courte entre les États-Unis d'une part, la Russie et la Chine d'autre part. Pendant la dernière guerre mondiale les États-Unis y avaient installé une base à Thulé (appelée désormais Pituffik) pour contrer toute tentative d'expansion des nazis vers le continent américain. Un accord conclu avec le Danemark en 1951 a acté son maintien. C'est aujourd'hui une importante base militaire et spatiale qui offre aux américains un lieu d'alerte anti-missile et une position clef de surveillance pour tout l'hémisphère nord.

Sa situation géographique revêt une importance stratégique accrue avec la fonte des neiges qui ouvre la possibilité de nouvelles voies maritimes beaucoup plus courtes que les voies actuelles, notamment entre l'Asie et l'Europe. La Chine a d'ailleurs affirmé sa volonté de développer une « route de la soie polaire ».

Le Groenland possède en outre des gisements minéraux considérables et de toutes sortes dont notamment l'uranium, le cuivre, le fer, le pétrole, les métaux précieux, le graphite utilisés pour les batteries de nos voitures et les terres rares tant convoitées pour nos outils numériques.

L'UE a signé avec le Groenland un partenariat stratégique en 2009 visant certaines matières premières. Cependant l'exploitation est jusqu'ici rendue très difficile et onéreuse

du fait du climat puisque 80% du sol est gelé et recouvert d'une couche de glace qui peut aller à certains endroits jusqu'à 3 kilomètres de profondeur ! La fonte des glaces ouvre des perspectives d'exploitation qui attirent de nouvelles convoitises. Les États-Unis y voient ainsi la possibilité de réduire leur dépendance vis-à-vis de la Chine pour les terres rares.

Pour une population pauvre ces perspectives d'exploitation minières constituent un espoir de développement économique et pourraient permettre un accès à l'indépendance. Il faut noter cependant que les groenlandais se sont jusqu'ici opposés à l'extraction d'uranium par crainte de la radioactivité que cela pourrait engendrer.

Les États-Unis ont, depuis le 19^{ème} siècle, fait des propositions d'achat de l'île toujours repoussées par les Danois. Les déclarations du président Trump s'inscrivent donc dans une continuité mais sur un mode agressif qui ne peut que choquer le Danemark, allié fidèle et de longue date qui achète régulièrement aux américains son matériel militaire. L'Europe affirme son soutien à la position de son Etat membre mais l'avenir du Groenland dépend des choix de sa population.

Les élections législatives qui viennent d'avoir lieu ont marqué un net recul des écologistes. Le parti démocrate est arrivé en tête, suivi par les nationalistes, tous deux favorables à l'indépendance. Pour l'instant, aucun de ces partis ne semble disposé à rejoindre les États-Unis. L'Union européenne aurait tout intérêt à travailler au renforcement de ses liens avec ce territoire.

Marthe-Claire PORTRAN



Une simulation de Parlement Européen des Jeunes

Lycée Saint-Pierre, Montrond-les-Bains

Accompagnés en 2024 à la session nationale du Parlement Européen des jeunes, à Tours, par leur professeur d'histoire géographie Arnaud Montagne, un groupe d'élèves du lycée Saint-Pierre, de Montrond-les-Bains, s'était, au retour, lancé comme défi d'organiser en AURA, en 2025, une session régionale.

Défi relevé, les 28, 29 et 30 mars, après plusieurs mois de préparation et de formation !



Le Parlement Européen des Jeunes (PEJ), créé en 1987, est une association d'éducation à la citoyenneté transpartisane, « gérée par des jeunes pour des jeunes », membre d'un réseau européen de 40 pays qui initie des actions interculturelles en direction des 15-25 ans, notamment des simulations parlementaires. Il s'agit de les sensibiliser aux enjeux actuels de la société, et de les « ouvrir à la diversité européenne tout en s'impliquant dans le processus démocratique ». Ils participent à des débats où tout un chacun peut s'exprimer librement, se positionner sur des sujets liés à l'Europe, s'intéresser à de nouvelles perspectives, s'engager, se responsabiliser.

En France, créé en 1994, il est structuré en six comités locaux qui coordonnent des sessions régionales de trois à quatre jours, temps d'échanges et de débats sur l'actualité européenne et ses problématiques, entre plusieurs délégations. Certaines viennent parfois d'autres Etats membres de l'UE. Il met en mouvement près de 200 bénévoles, plus de 1000 jeunes bénéficient de ses activités qui se déclinent également à travers divers programmes à destination des scolaires.

Le département de la Loire dépend du Comité Centre Est, qui regroupe les Régions AURA et Bourgogne Franche-Comté. Localement des « head-organisers » pilotent l'organisation avec une équipe en charge, sur la base du volontariat, de la logistique, des finances, des activités et de l'accompagnement des participants. Les sessions se déroulent sur un jour et demi et doivent déboucher sur la rédaction de résolutions, présentées le dernier jour et soumises au vote. Les commissions sont animées par des

« chairpersons » issues du comité local ou de délégations extérieures. A noter que l'ensemble des échanges se fait en anglais.

L'équipe du lycée Saint Pierre a proposé de débattre des enjeux européens liés au sport et à la santé, consécutivement aux Jeux olympiques 2024. Une délégation du lycée Saint Paul de Saint-Etienne, a participé, soit au total une soixantaine d'élèves.

Vendredi matin, l'ouverture par les acteurs locaux et régionaux, en présence d'élus départementaux et municipaux, avec des prises de paroles traduites simultanément, et brillamment, en anglais par des élèves du lycée Saint-Pierre, et des représentants de certains financeurs, s'est déroulée dans l'auditorium Les Passerelles. Vendredi soir, au lycée, un Eurovillage s'est animé, avec des dégustations de spécialités culinaires de différents pays européens, la tenue de stands, dont celui du Mouvement Européen Loire, autre occasion d'échanges.

Samedi, pendant que les commissions planchaient, des enseignants se sont rendus à La Maison de l'Europe - Coeur de Loire, à Veauche, partenaire de l'évènement.



Chacune de ces simulations permet de créer du lien, de « vivre la rencontre, le partage, mais aussi la contradiction » (dixit Arnaud Montagne), de fédérer des acteurs, d'esquisser des possibles pour l'Europe, pour les années futures. Les débats ont été animés et riches, un début d'engagement prometteur de ces jeunes citoyens européens !

Colette MODION



L'Europe s'active

La page Charlemagne (auteur : Stanley Pignal) de l'édition du 15 mars de l'hebdomadaire britannique *The Economist*, est intitulée « The hour of Europe. Really, this time ». Elle débute ainsi (traduction) :

« **Charlemagne, Jean Monnet, Konrad Adenauer, Donald Trump : le panthéon des figures qui ont contribué à forger l'unité européenne a pris une tournure inattendue ces derniers temps.** En moins de deux mois de mandat, le président américain a suscité en Europe une telle incrédulité et une telle répulsion qu'il y a provoqué une vague inattendue de défiance collective. Le continent endormi qui a ignoré des décennies de signaux d'alarme géopolitiques a enfin identifié sa voie...»

Ces lignes, à l'image de l'article complet qui est sans complaisance mais somme toute optimiste sur l'opportunité du moment pour l'Europe et les développements en cours, nous connectent naturellement au chapitre Défense, plutôt dominant dans une actualité européenne fournie.

De ce chapitre Défense qui progresse de semaine en semaine, voire jour après jour, ce sont 3 points majeurs quant à leurs évolutions récentes et leurs portées, qui apparaissent particulièrement importants à souligner :

-1 Réforme historique en Allemagne

La qualifiant de « réforme historique depuis l'après-guerre outre-Rhin », [Le Monde du 18 mars](#) la présente ainsi : « le Bundestag a adopté, mardi 18 mars après-midi, le plan d'investissements inédit du futur chancelier Friedrich Merz pour réarmer et moderniser l'Allemagne face aux bouleversements géopolitiques actuels. ». C'est un « paquet de plusieurs centaines de milliards d'euros affectés à la défense et l'économie, » avec un « projet de loi prévoyant une réforme du « frein à la dette » afin de permettre une augmentation massive des emprunts en vue de soutenir les dépenses militaires et de stimuler la croissance. »

-2 Conseil européen, Livre blanc et plan Readiness 2030

Dans la continuité du Conseil européen extraordinaire du 6 mars, un Conseil européen consacré au soutien à l'Ukraine, aux conditions d'un accord de cessez-le-feu temporaire avec la Russie et aux orientations du Livre blanc sur la défense, s'est tenu les 20 et 21 mars à Bruxelles.

Dans [Toute l'Europe](#), une synthèse des rapports de presse nous apprend que :

- « chaque dirigeant a répété son intention de réarmer [le continent] et, à l'exception du Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, de prolonger le soutien militaire à l'Ukraine, dans la droite ligne du sommet qui s'était tenu dans la capitale belge le 6 mars »
- « qu' ils ont approuvé et demandé à appliquer

rapidement les propositions faites par la Commission européenne au cours des dernières semaines pour alléger la charge administrative des entreprises, abaisser les coûts de l'énergie, mobiliser l'épargne des Européens au service des acteurs économiques européens »

- « qu'ils n'ont pas immédiatement approuvé l'appel du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, à fournir au moins cinq milliards d'euros pour l'achat de munitions d'artillerie »

Le quotidien [Les Echos](#) le résume ainsi : « Les Vingt-Sept ont décidé jeudi soir [21 mars] d'accélérer tous leurs plans de restauration de la compétitivité et de relance de l'industrie de défense face à l'hostilité des Etats-Unis et de la Russie. L'idée d'un grand emprunt est à nouveau dans l'air. »



La nouvelle stratégie pour renforcer l'industrie de défense l'UE d'ici à 2030 a été dévoilée mercredi 19 mars 2025 par la haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Kaja Kallas (à gauche), et le commissaire européen à la défense, Andrius Kubilius (à droite) - Crédits : Jennifer Jacquemart / Commission européenne

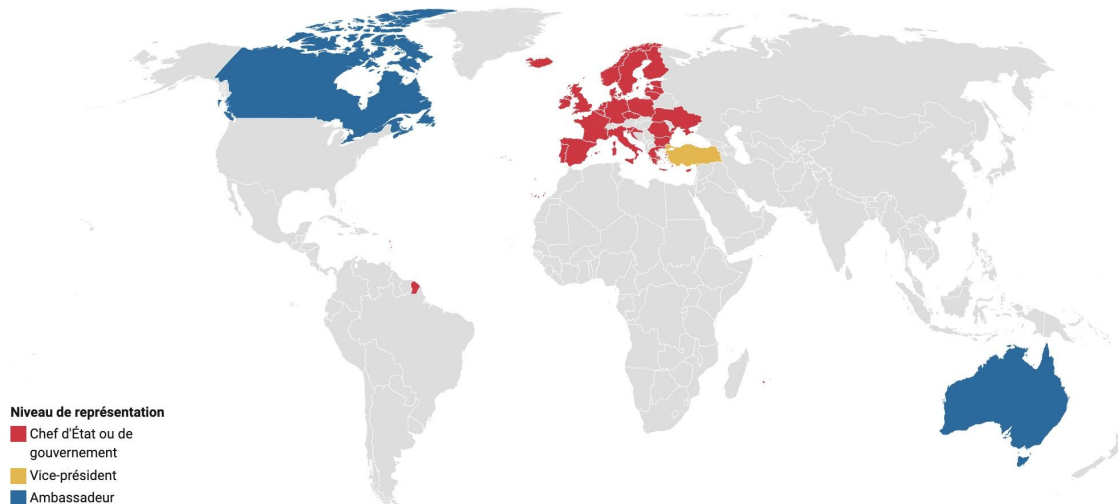
En arrière-plan du Conseil européen du 20 et 21, il y a le [Livre blanc](#) de la Commission européenne, qui définit une nouvelle approche en matière de défense et identifie les besoins d'investissement, ainsi que son plan « [ReArm Europe / Readiness 2030](#) » qui vise à renforcer les capacités de défense paneuropéennes en permettant à terme de dépenser plus de 800 milliards d'euros.

-3 Coalition de pays volontaires

Ce sont les représentants de 31 pays qui se sont réunis à Paris le 27 mars pour discuter des garanties de sécurité en cas d'accord de cessez-le-feu et du renforcement du soutien militaire à Kiev. Emmanuel Macron y a annoncé une mission franco-britannique pour renforcer l'armée ukrainienne, l'accélération du versement des "prêts décidés en G7" par l'UE, et une « force de réassurance » de « plusieurs pays européens » en cas de paix. ([France24](#))

L'Europe s'active (suite et fin)

Pays participant au sommet de la Coalition des volontaires du 27 mars 2025, à Paris



Le président du Conseil européen António Costa, la présidente de la Commission Ursula von der Leyen ainsi que le secrétaire général de l'OTAN Mark Rutte seront également présents.
Carte: Le Grand Continent • Source: Elysée

L'Europe en mission

Revenons à l'article de *The Economist*, présenté en introduction. Il se termine ainsi (traduction):

« ... Peut-être avec illusion, ce continent [l'Europe] autrefois dépassé semble croire qu'il peut assumer la charge d'une responsabilité mondiale dont l'Amérique a désormais décidé de se débarrasser. Considérant ce lieu inspirant qu'ils avaient coutume d'admirer et cet ami d'autrefois qui semble avoir perdu la tête, les Européens se sont donnés

une mission : montrer que le gouvernement de gens raisonnables, par des gens raisonnables, pour des gens raisonnables, ne périra pas par l'Ouest. »

Formule à retenir, et mission à honorer !



Michel LEFRANCOIS

Enquête de l'Eurobaromètre : 89% des Européens en faveur de l'unité !

Le Parlement européen publie régulièrement des enquêtes Eurobaromètre sur l'opinion publique. Ces enquêtes permettent de suivre les attentes des citoyens, leurs inquiétudes et leurs priorités.



Elles portent plus particulièrement sur les opinions et attentes des citoyens en ce qui concerne l'action de l'Union et ses principaux défis.

La dernière enquête Eurobaromètre est parue le 25 mars :

* 74 % des citoyens européens dont une large proportion de jeunes estiment que leur pays bénéficie de l'adhésion à l'UE. La sécurité, la défense et la compétitivité économique constituent les priorités principales des européens. (🇫🇷 55%)

* 89% estiment que les pays de l'UE devraient être plus unis pour faire face aux défis mondiaux actuels.

(🇫🇷 89%)

* 76% pensent que l'Union européenne a besoin de plus de moyens pour faire face aux difficultés à venir.

(🇫🇷 75%)

* 66 % souhaitent que l'UE joue un rôle plus important pour les protéger contre les crises mondiales et les risques sécuritaires. (🇫🇷 61%)

* 62 % souhaitent que le Parlement européen joue un rôle plus important

* 60 % des jeunes estiment que l'UE a une incidence positive sur la société

Plus d'information sur le site de l'Eurobaromètre :

<https://europa.eu/eurobarometer/screen/home?etrans=fr>



Marthe-Claire PORTRAN

L'Europe près de chez vous

Kokopello, le BD reporter qui dessine les institutions européennes vues de l'intérieur.



Antoine Angé, alias Kokopello, était l'invité du centre social de Montbrison, à l'occasion de la Fête du livre jeunesse, vendredi 21 mars. Il a rencontré en journée des élèves de 1ère et Terminale du lycée général de Beauregard, à Montbrison, et de 2nde du lycée professionnel.

A 18heures, c'est un temps d'échanges tout public qu'il a animé, expliquant à l'assistance comment, notamment, il s'est « infiltré » au sein des institutions européennes, à Bruxelles, et comment, pendant plus d'un an, il en a parcouru couloirs, bureaux, salles publiques.



Ce périple lui a également donné l'occasion d'accompagner des eurodéputés dans des déplacements au sein de divers Etats membres, de participer à des réunions et aux travaux de commissions, lui permettant ainsi de comprendre les rouages de « la Tour de Babel » : cheminement des textes de lois, négociations, compromis, poids des lobbies... Un entretien illustré d'exemples concrets, teinté d'enthousiasme et d'une approche de l'Europe à la fois lucide et porteuse d'espoir. La rencontre s'est prolongée par une séance de dédicaces.

Le saviez-vous ?

A compter du 2 avril 2025, en plus de leur passeport, **les ressortissants français et européens devront disposer d'une autorisation de voyage électronique (ETA) pour voyager au Royaume-Uni.** Le séjour ne pourra pas excéder **six mois**. Les écoliers européens âgés de moins de 18 ans, scolarisés dans une école française et effectuant un voyage scolaire sont dispensés de visa.

Idées lecture :



Des idées nouvelles pour l'Europe. Avec les femmes et les hommes qui la font. Enrico Letta. Editions Odile Jacob, 2024.

Enrico Letta, homme politique italien, diplômé de Droit International, membre du Parti démocrate, a participé à plusieurs reprises au gouvernement, dirigé l'Ecole des Affaires internationales de Science Po Paris, et est à présent président de l'Institut Delors.

A la demande des institutions européennes, Enrico Letta a rédigé un rapport, « Much more than a Market », destiné à étayer, notamment, le rapport Draghi. Ce travail a été l'occasion de nombreux déplacements au sein de l'Union européenne, mais aussi d'états partenaires. C'est une nouvelle dynamique du marché unique que dessine l'auteur dans ce livre.

Au-delà de ses quatre piliers actuels : la libre circulation des biens, des capitaux, des services, et des personnes, Enrico Letta plaide pour un cinquième : celui des idées et des connaissances, afin de le renforcer. Il s'agit, entre autres, pour ce faire, d'aller plus loin dans l'approche réglementaire européenne de la politique numérique.

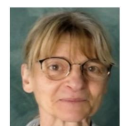
La révision du marché unique, devenue indispensable au regard de la démographie et des nouveaux enjeux géopolitiques, doit passer par l'intégration de trois secteurs : les finances, les télécoms, l'énergie. Construite sur trois principes : l'engagement en faveur

d'une transition verte, équitable et numérique, la poursuite de l'élargissement de l'UE, le renforcement de la sécurité européenne, elle nécessite à la fois :

- des évolutions structurelles pour un véritable marché européen et non plus 27 marchés nationaux, avec notamment l'abandon des directives au profit des règlements,
- le renforcement de certaines politiques (notamment de cohésion, de mobilité durable...),
- un soutien plus fort aux entreprises (grandes et PME) pour relancer la vocation industrielle de l'Europe,
- un véritable système financier européen moderne, intégré et attractif,
- un marché commun de l'industrie, de la sécurité et de la défense,
- un cadre fiscal européen harmonisé pour renforcer la protection des consommateurs.

Dans la lignée de Jacques Delors, auquel il consacre un chapitre, et auquel il fait fréquemment référence, l'auteur défend des propositions, et établit une feuille de route pour le mandat 2024-2029, afin d'impulser un nouveau projet européen, à la hauteur des enjeux actuels, et en concertation avec les partenaires sociaux et les citoyens.

Colette MODION



EuropaLoire



Le Mouvement Européen France est une association créée en 1949.

Transpartisane, elle a pour objectifs de mieux faire connaître l'Europe et de faire vivre un débat public pluraliste.

Elle comporte une branche ouverte aux jeunes de 16 à 35 ans (Jeunes Européens France), désireux de défendre le projet européen.

Pour nous contacter : loire@mouvement-europeen.eu

Directrice de la publication : Marthe-Claire Portran

**Comité éditorial : Colette Modion, Jean-Paul Villié, Pierre Mandon,
Daniel Imbert-Magand, Michel Lefrançois.**

Pour adhérer au Mouvement Européen, ou faire un don : <https://mouvement-europeen.eu/>



**Mouvement
Européen
Loire**